



HAL
open science

Les relations germano-polonaises : les relectures du passé dans le contexte de l'adhésion à l'UE

Dorota Dakowska

► **To cite this version:**

Dorota Dakowska. Les relations germano-polonaises : les relectures du passé dans le contexte de l'adhésion à l'UE. *Pouvoirs - Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, 2006, 118, pp.125-136. halshs-00288958

HAL Id: halshs-00288958

<https://shs.hal.science/halshs-00288958>

Submitted on 30 Aug 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

DOROTA DAKOWSKA

LES RELATIONS
GERMANO-POLONAISES
LES RELECTURES DU PASSÉ
DANS LE CONTEXTE
DE L'ADHÉSION À L'UE

125

Tous ceux qui suivent de près l'évolution des relations germano-polonaises depuis la fin de la Guerre froide sont amenés à relever un certain nombre de paradoxes. Après une première période au début des années 1990, placée sous le signe de la réconciliation – incarnée par la signature de traités de bon voisinage et de coopération en 1990-1991 –, des accents contradictoires ont semblé inverser cette tendance depuis 1998. Alors que la première période était dominée par des déclarations politiques faisant de la République fédérale le premier partenaire de la Pologne dans l'Union européenne, ces dernières années ont été marquées par des crispations politiques multiples. Ces tensions, faisant suite le plus souvent à l'instrumentalisation du passé par des groupes de pression et des formations politiques, ont obligé les responsables polonais et allemands eux-mêmes à se saisir des problématiques mémorielles pour répondre à la demande sociale, rassurer et proposer des solutions. La teneur très émotionnelle de certaines déclarations, et notamment la querelle déclenchée autour du projet d'un « Centre contre les expulsions » à Berlin, projet initié par l'Union des expulsés allemands (*Bund der Vertriebenen*, BdV) issue des déplacements de populations consécutifs à la Seconde Guerre mondiale, a conduit de nombreux analystes à faire le constat d'une « crise » dans les relations bilatérales, voire à regretter la dilapidation d'un « capital de confiance » accumulé dans les années 1990.

Cependant, pour comprendre ces fluctuations des discours politiques et de l'opinion publique, il semble important de replacer les événements analysés dans le cadre plus large de l'avancement du processus de l'élargissement et de sa perception dans les deux pays. En effet, l'Allemagne est perçue en Pologne non seulement comme un pays voisin – avec toutes les attentes et les appréhensions que cette position peut entraîner –, mais aussi comme l'un des membres les plus influents de l'Union européenne. En Allemagne, les hommes politiques ont largement mis en avant la responsabilité de leur pays pour contribuer à la stabilité de ses voisins orientaux et sa vocation à réunir les deux parties de l'Europe, alors que, dans le même temps, la population pouvait exprimer des craintes face à l'ouverture des frontières. Par conséquent, il est possible d'avancer, qu'il s'agisse des aspects consensuels ou bien conflictuels des relations germano-polonaises des quinze dernières années, que celles-ci peuvent être lues en premier lieu à la lumière du processus de rapprochement de la Pologne avec les structures européennes.

Il apparaît en effet que la construction de l'enjeu de l'adhésion est loin d'avoir été consensuelle dans les deux espaces nationaux. La politique de l'élargissement ainsi que les relations bilatérales sont alors relues à la lumière du passé par des groupes et des individus qui espèrent renforcer leur position à travers les interprétations historiques et mémorielles avancées. Ainsi, replacer les relations germano-polonaises dans leur contexte européen ne doit pas se traduire par une évacuation de l'historicité de l'analyse. Cependant, si le passé tend à se matérialiser dans ces relations, c'est surtout à travers les relectures contradictoires de l'histoire commune. Ainsi, le passé pèse sans doute moins « directement » sur l'agenda politique que les instrumentalisation qui en sont faites. S'il apparaît comme une contrainte – avec les violences, asymétries, oppressions et déplacements de populations dont abondent les « pages noires » de la région –, ce passé est tout autant une ressource mobilisée par différents groupes politiques. Dans cette perspective, on peut opposer à la notion du « poids du passé » celle du « choix du passé »¹, dans la mesure où l'instrumentalisation de l'histoire participe à des logiques de légitimation ou de délégitimation.

1. Valérie Rosoux, *Les Usages de la mémoire dans les relations internationales: le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie, de 1962 à nos jours*, Bruxelles, Bruylant, 2001.

LES RELATIONS GERMANO-POLONAISES
ET L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE

Si le rappel des faits peut sonner comme une évidence, sa portée analytique va plus loin. La chute des régimes communistes en Europe centrale et l'unification allemande étaient concomitantes de la réorientation des relations politiques et économiques de nouvelles démocraties centre-européennes, tournées désormais vers l'Europe occidentale. La démocratie libérale et l'économie de marché ont pris la forme, aux yeux des responsables polonais, de modèles institutionnels à suivre; l'adhésion à la Communauté européenne – et à l'OTAN – devint très rapidement le premier objectif de politique étrangère.

127

De la politique de bon voisinage...

Le rapprochement politique avec l'Allemagne en train de s'unifier s'inscrit dans ce cadre. Les gestes symboliques et les déclarations du chancelier Helmut Kohl et du Premier ministre démocratique polonais, Tadeusz Mazowiecki, lors de la mémorable visite du chancelier allemand en Pologne en novembre 1989, interrompue par l'annonce de la chute du mur de Berlin, marquent la volonté de donner une impulsion à la réconciliation entre les deux sociétés. Les textes des traités bilatéraux signés rapidement posaient les bases d'un « bon voisinage et d'une coopération amicale » et traduisaient la détermination à mettre symboliquement fin aux violences et aux tensions qui avaient marqué l'histoire commune pendant des décennies. Cela impliquait tout d'abord la reconnaissance définitive de la frontière Oder-Neisse, tracée par les Alliés à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, dans le traité de Potsdam, et demeurée longtemps une pierre d'achoppement entre les gouvernements ouest-allemand et polonais. Alors que, du côté allemand, le caractère transitoire de cette frontière avait été invoqué du temps de la Guerre froide, notamment par les milieux conservateurs – dans l'attente d'un traité de paix réglant la question de l'unification allemande –, les gouvernements communistes polonais invoquaient le prétendu « revanchisme » du gouvernement fédéral, en espérant s'assurer de cette manière l'adhésion de la population à leurs politiques. Bien que l'Ostpolitik de Willy Brandt, avec la signature du traité de 1970 et le geste mémorable du chancelier social-démocrate à Varsovie s'agenouillant devant le monument commémorant le soulèvement du

ghetto², ait marqué un tournant des relations bilatérales, il a fallu attendre la fin de la confrontation des deux blocs antagonistes pour poser les bases de relations partenariales.

Les traités bilatéraux ont aussi donné une impulsion forte au renforcement de la coopération au niveau sociétal. Un Fonds de coopération germano-polonaise a été mis en place, alimenté par les remboursements de la dette contractée par la Pologne auprès de la République fédérale dans les années 1970 et destiné à financer des projets culturels et des infrastructures pour favoriser une meilleure entente entre les deux sociétés. Un Office germano-polonais pour la jeunesse, créé sur le modèle de son antécédent français, a permis des échanges de dizaines de milliers de jeunes, s'ajoutant à une coopération académique intensive soutenue par des programmes de bourses allemands. L'Allemagne est devenue le premier partenaire commercial de la Pologne et le premier investisseur en nombre d'entreprises présentes. Les échanges touristiques entre les deux pays ont connu une croissance considérable. Politiquement, une tendance semblable a pu être observée avec la multiplication de contacts interpartisans, tendance encouragée notamment par l'installation en Pologne des fondations politiques allemandes, affiliées aux partis représentés au Bundestag, dès 1989³. Les discours officiels des deux côtés, largement repris dans les publications, saluaient la « réconciliation », la « communauté d'intérêts » et la « coopération amicale » entre les deux pays.

La dimension européenne de ce rapprochement doit être soulignée. La République fédérale, le membre le plus important de l'Union européenne, s'était prononcée clairement en faveur d'une adhésion si possible rapide des pays de l'ancien bloc communiste. Ses responsables ont œuvré, lors des Conseils européens successifs et au sein des institutions communautaires, à convaincre les autres membres de l'UE de soutenir l'ouverture des structures européennes aux pays postcommunistes les plus avancés dans les réformes. Conscients de ce soutien, alors que le processus d'adhésion était marqué par une grande incertitude, les responsables polonais de l'époque, toutes tendances confondues, répétaient alors que l'Allemagne était le premier

2. Sur la dimension mémorielle de ce geste, voir Adam Krzeminski, « Der Kniefall », in Étienne François, Hagen Schulze (dir.), *Deutsche Erinnerungsorte*, Munich, C. H. Beck, 2002, 2^e éd., t. 1, p. 638-653.

3. Voir Dorota Dakowska, *Les Fondations politiques allemandes dans la politique étrangère : de la genèse institutionnelle à leur engagement dans le processus d'élargissement de l'Union européenne*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris, 2005.

partenaire de la Pologne au sein de l'UE et que « le chemin vers l'UE passait par l'Allemagne ».

... aux tensions apparues dans le contexte de la pré-adhésion

Cependant, après cette première phase de consensus formel, l'année 1998 marque une inflexion de discours, avec l'émergence de tensions autour des revendications du BdV, l'Union des expulsés allemands, réclamant le règlement des questions demeurées « ouvertes » avant l'adhésion de la Pologne à l'UE et une meilleure implication de ces milieux dans la gestion des affaires bilatérales. Une résolution du Bundestag en juin 1998, allant dans le sens voulu par le BdV, mais à la tonalité plus modérée, a ainsi provoqué une levée de boucliers en Pologne. La réaction en retour des députés polonais ne s'est pas fait attendre : ils ont voté une résolution à la tonalité très patriotique sur l'inviolabilité des frontières et l'intégrité des territoires polonais. Les interventions de la présidente du Bundestag de l'époque, Rita Süßmuth, qui s'était déplacée à Varsovie pour dissiper les malentendus, n'ont pu apporter qu'une accalmie passagère ; les tensions reviennent désormais de manière cyclique.

On pourrait préciser que le lobby des expulsés allemands, très influent dans les années de l'après-guerre, avait progressivement perdu de son poids électoral, même s'il reste un groupe de pression important. Allié traditionnel de la droite conservatrice (CDU et CSU notamment, avec une forte concentration des anciens expulsés des Sudètes en Bavière), ce groupe avait servi de repoussoir à la propagande communiste en Pologne avant 1989, qui présentait volontiers les expulsés comme des « revanchistes » cherchant à récupérer les territoires à l'est d'Oder et Neisse. Or, la fédération des expulsés est un groupe hétérogène qui regroupe des associations allant de l'extrême droite à des modérés, voire des sociaux-démocrates marginaux. Surtout, les descendants des expulsés allemands – car le statut de l'expulsé peut se transmettre de génération en génération – se sont pour partie engagés en faveur de la réconciliation germano-polonaise, en se rendant en Pologne, en lançant des jumelages et en soutenant des projets de rénovation de patrimoine. Il est frappant que des personnalités comme Erika Steinbach, la présidente de l'Union des expulsés et députée de la CDU, peu connue en Allemagne, fasse partie des femmes politiques allemandes les plus médiatisées en Pologne. Ses déclarations, il est vrai souvent explosives et provocatrices, sont reprises quasi automatiquement à la une des quotidiens polonais.

Pour comprendre les engrenages liés à la « guerre des déclarations », deux facteurs méritent d'être évoqués : tout d'abord, la victoire des sociaux-démocrates en Allemagne en automne 1998 et la nomination de Gerhard Schröder au poste de chancelier fédéral ont provoqué des incertitudes au sein de la classe politique polonaise. En effet, le chancelier Helmut Kohl avait été associé dans les représentations polonaises à la figure d'un homme quasi providentiel, inconditionnel de la cause de l'élargissement. Les premières déclarations de Schröder appelant au « réalisme » et refusant d'avancer des promesses trop précipitées ont fait en revanche l'effet de douche froide en Pologne. La teneur de ses propos, moins enthousiastes que ceux de son prédécesseur, doit être expliquée à l'aune d'un second facteur qui a infléchi le ton des relations bilatérales : la progression du processus de l'adhésion à l'Union européenne, entré, en 1998, dans la phase des négociations. En effet, les appels au « pragmatisme » et à la « défense des intérêts nationaux » de la part des responsables politiques allemands étaient concomitants à l'ouverture de marchandages pied à pied sur les coûts de l'élargissement, les périodes transitoires et les modalités de l'adaptation à l'acquis communautaire par les pays candidats. Du côté polonais, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour réclamer la défense des « intérêts polonais », y compris un soutien aux agriculteurs équivalent à celui dont bénéficiaient leurs homologues occidentaux et des périodes transitoires longues pour protéger le patrimoine immobilier et foncier contre la spéculation et les capitaux « étrangers ». Du fait du voisinage direct, ce dernier sujet était particulièrement propice à la mobilisation des représentations germanophobes par des hommes politiques appartenant à la droite nationaliste. La rupture du relatif consensus en matière de soutien à l'intégration, qui avait prédominé jusqu'alors en Pologne⁴, et l'apparition de forces politiques ouvertement hostiles à l'intégration européenne constituent donc le cadre général dans lequel il convient de replacer les relations avec l'Allemagne. En Allemagne, en revanche, les craintes les plus prononcées dans la population, notamment frontalière, des nouveaux Länder se sont focalisées sur la peur d'une arrivée massive de la main-d'œuvre bon marché avec l'adhésion des nouveaux pays membres à l'UE. Pour répondre à ces appréhensions, les gouvernements allemands ont donc demandé des périodes transitoires longues à la libre circulation des travailleurs, afin

4. Voir Laure Neumayer, *L'Enjeu européen dans les transformations postcommunistes. Hongrie, Pologne, République tchèque 1989-2004*, Belin, 2006.

de protéger le marché de l'emploi de la République fédérale. Mais c'est autour des questions relatives au passé que les débats les plus émotionnels ont éclaté et sont venus assombrir le constat d'un apaisement des relations bilatérales.

LES RENTABILITÉS DES USAGES POLITIQUES DU PASSÉ

Au-delà du constat de ce recours différencié au passé dans les relations bilatérales, il convient de poser la question de sa rentabilité conjoncturelle. Dans la première moitié des années 1990, le passé douloureux était rappelé davantage comme un avertissement dont chacune des parties voulait se distancier en mettant l'accent sur ses propres responsabilités. La minorité allemande en Pologne, forte de quelques centaines de milliers de membres, dont l'existence avait été niée par les régimes communistes au nom de l'homogénéité ethnique des « territoires recouverts » (passés sous l'administration polonaise suite au traité de Postdam), avait été reconnue et disposait d'une représentation au niveau local, mais aussi au Parlement, grâce à la suppression du seuil de 5 % pour ses candidats. Le président Roman Herzog avait publiquement présenté des excuses, au nom du peuple allemand, à l'occasion du 50^e anniversaire de l'insurrection de Varsovie, pour les crimes commis par l'Allemagne nazie pendant la guerre sur les territoires occupés. L'année suivante, le ministre des Affaires étrangères polonais, l'ancien résistant Wladyslaw Bartoszewski, avait exprimé, au Bundestag, les regrets pour les souffrances subies par les expulsés allemands. D'innombrables déclarations officielles des deux côtés se référaient à la lettre ouverte des évêques polonais à leurs homologues allemands en 1965, dans laquelle ils avaient inclus la célèbre formule « nous pardonnons et nous demandons pardon ». Les travaux historiques s'inscrivaient dans ce même mouvement. C'est à ce moment que de nombreuses recherches ont été lancées, en Pologne, sur des sujets difficiles à traiter sous la période communiste, comme l'histoire des minorités ethniques et notamment allemande sur des territoires polonais ou l'expulsion des populations allemandes après la guerre. Une approche critique de sa propre histoire nationale semblait donc valorisée au nom de l'objectif de la réconciliation.

En lien avec l'inflexion des discours esquissée ci-dessus, on doit alors se demander dans quelle mesure la hiérarchie du recours au passé

valorisé s'est renversée depuis 1998. Paradoxalement, c'est une initiative visant à reconnaître symboliquement les victimes slaves du nazisme qui a provoqué de nombreuses tensions. L'initiative lancée par Gerhard Schröder de créer un fonds « Mémoire et Avenir », qui avait pour objectif de dédommager matériellement, mais surtout symboliquement, les anciennes victimes des camps nazis et les travailleurs forcés, notamment d'Europe du Centre-Est, a suscité des controverses. En Pologne, les questions liées au montant des dédommagements et au taux de change adopté, considéré comme défavorable aux victimes, ont pris une place dans l'espace public qui a failli oblitérer la portée symbolique de l'initiative, destinée à reconnaître ces victimes de la guerre jusqu'alors jamais dédommagées. Cette querelle, limitée dans le temps, a montré la fragilité de la confiance accordée en Pologne aux responsables allemands. L'ampleur des débats qui ont suivi, multipliant les malentendus, a contribué au diagnostic inquiétant d'une détérioration de l'état des relations bilatérales.

Il convient ici d'évoquer les stratégies de la reconnaissance mises en œuvre par l'Union allemande des expulsés et notamment le très large écho rencontré par l'initiative du BdV revendiquant la création d'un « Centre contre les expulsions » à Berlin. La demande de financement public pour ce projet a certes été rejetée par le chancelier Schröder en 1999 mais, trois ans plus tard, une nouvelle campagne médiatique a relancé la querelle avec une ampleur inédite. Le contexte a sans doute contribué au large écho que ce débat a suscité dans l'espace public. En effet, c'est à la même période que le marché éditorial a été inondé par bon nombre d'ouvrages thématiques sur les souffrances des civils allemands pendant – ou suivant – la guerre, à commencer par le livre controversé de Jörg Friedrich consacré à la « guerre des bombes », en passant par le roman de Günter Grass *En crabe*. La tendance à s'intéresser aux souffrances des victimes, fussent-elles allemandes, a amené un certain nombre d'hommes politiques et d'intellectuels allemands, et pas seulement dans le camp conservateur – le ministre social-démocrate Otto Schily, par exemple –, à prendre position en faveur de la construction du Centre. Mais l'opposition à l'initiative était importante aussi. En 2002, le député social-démocrate Markus Meckel a proposé qu'un centre de recherche et d'information sur les expulsions et les déplacements de populations soit situé non à Berlin mais à Wrocław. L'emplacement proposé ne devait rien au hasard : c'est à Wrocław, ancienne Breslau, qu'a été regroupée la population polonaise expulsée des territoires de l'actuelle Ukraine, passés aux mains des Soviétiques suite aux accords

de Yalta et de Potsdam. C'est de là que des milliers d'Allemands ont été expulsés ou ont fui avant l'arrivée de l'armée Rouge.

Formellement, l'objectif proclamé par les initiateurs du projet était de commémorer les souffrances des millions d'Allemands expulsés après la guerre de l'Est, principalement des territoires de l'actuelle Pologne, République tchèque, Slovaquie, Roumanie, Hongrie, Russie, ainsi que des États baltes et ce dans un contexte européen. Mais cette campagne, menée avec de grands moyens⁵, a également suscité de nombreux doutes en Allemagne et à l'étranger. Elle a notamment abouti à une contre-mobilisation sans précédent du côté polonais. De la droite conservatrice aux ex-communistes, en passant par les intellectuels libéraux centristes, une grande majorité des déclarations se sont opposées au projet dans la forme proposée. C'est en fait moins l'idée même de commémorer les expulsés allemands qui dérangeait, que ses porteurs, ainsi que sa localisation. La principale critique se manifestait à travers la crainte de présenter les Allemands comme des victimes oubliées de la guerre et que cela conduise à un brouillage mémoriel sur les responsabilités dans la guerre. Le lieu réclamé par la BdV pour la construction du mémorial, Berlin, rajoutait à cette crainte du renversement de la hiérarchie des victimes. La volonté d'ériger le Centre contre les expulsions au cœur politique de l'Allemagne, à proximité du récent mémorial monumental destiné à perpétuer la mémoire des victimes de la Shoah, a amené de nombreux analystes polonais à lire cette initiative comme l'ambition des expulsés à se faire reconnaître comme la deuxième victime de la guerre – après les Juifs. Cela induisait la crainte d'une minimisation, voire d'un oubli, des autres victimes de la terreur nazie, notamment dans les populations slaves, qui se comptent pourtant en millions.

133

Si les inquiétudes exprimées en Pologne, selon lesquelles le projet, axé sur les victimes allemandes des suites de la guerre, risquait d'aboutir à une confusion des catégories « victime/bourreau », pouvaient paraître infondées aux yeux des historiens allemands et de ceux qui cultivaient la mémoire des crimes commis par les nazis, on peut se demander ce que traduit leur manifestation aussi large. Ce sont en effet des autorités intellectuelles et morales, comme Wladyslaw Bartoszewski ou encore Marek Edelman, un des derniers survivants du soulèvement du ghetto de Varsovie en 1943, qui se sont prononcées résolument contre le projet proposé par le BdV. Pour eux, comme pour de

5. Voir le site Internet du projet: <<http://www.z-g-v.de>>.

nombreux historiens polonais spécialistes de l'Allemagne, satisfaire les demandes du lobby des expulsés équivalait à jouer avec le feu en entrant dans une « concurrence des victimes » déplacée⁶. Les critiques se voulaient parfois constructives. Ainsi, le rédacteur en chef du quotidien *Gazeta Wyborcza*, Adam Michnik, ainsi que le journaliste germanophile Adam Krzeminski ont publié un appel à la création à Wrocław d'un centre européen de recherches sur les déplacements de populations, appel qui n'a pas eu beaucoup de retentissement en Allemagne. La presse polonaise a réagi de manière épidermique, et d'une manière parfois très provocante, comme l'illustre la publication, en 2003, par l'hebdomadaire libéral *Wprost*, d'une couverture représentant Erika Steinbach en uniforme SS, à cheval sur le chancelier Gerhard Schröder.

134 Le gouffre entre les deux pays a de nouveau semblé se creuser, après une décennie de rapprochement. C'est pourtant le long de cette frontière aujourd'hui redécouverte que de nombreux projets bilatéraux continuent à se développer, que ce soit à Wrocław – avec l'ouverture d'un centre Willy Brandt de recherches sur l'Allemagne, cofinancé par le DAAD –, dans des villes divisées par l'Oder et qui aujourd'hui renouent les liens de voisinage avec des projets culturels ou éducatifs, comme Görlitz/Zgorzelec, ou encore Francfort-sur-l'Oder/Slubice accueillant des universités, où les deux populations se côtoient et se mélangent.

On peut se demander cependant dans quelle mesure les violentes querelles au sujet du passé ont laissé des traces en modifiant les règles du jeu politique et les rentabilités du recours discursif au passé. On peut analyser dans ce contexte la mobilisation de la rhétorique nationaliste à des fins de disqualification politique des adversaires. Les partis coopérant étroitement avec les fondations politiques allemandes se sont alors vu qualifier publiquement de « partis de l'étranger » par des leaders conservateurs, alors que les chercheurs et journalistes polonais qui avaient bénéficié de bourses allemandes ont été accusés de représenter les intérêts d'un autre pays. Lors de la campagne électorale présidentielle en 2005, le candidat conservateur Lech Kaczyński du parti Droit et Justice (PiS) accusait le candidat libéral Donald Tusk de servilité à l'égard de l'Allemagne, soulignant que, si lui-même avait été élu, sa première visite d'État le mènerait à Washington et non à Berlin.

6. À propos de cette notion, voir Jean-Michel Chaumont, *La Concurrence des victimes – génocide, identité, reconnaissance*, La Découverte, 1997.

Ce même camp conservateur n'a pas hésité à franchir les limites de l'acceptable, lorsque l'un des conseillers de la campagne électorale de Kaczynski a publiquement accusé le grand-père de Donald Tusk d'avoir servi dans la Wehrmacht en tant qu'engagé volontaire. La violence de l'accusation a immédiatement été dénoncée et les responsables du PiS eux-mêmes ont dû s'en distancier. Le leader de la Plate-forme civique (PO), Tusk, n'avait pas fait mystère de la participation de son grand-père à la Wehrmacht; cependant, celui-ci, comme de nombreux autres membres de la minorité kachoube à laquelle il appartenait, y avait été enrôlé de force. Il avait d'ailleurs été prisonnier du camp de concentration allemand de Stutthof. Malgré les démentis, le scandale a produit ses effets au point qu'il convient de se demander ce dont témoigne ce franchissement d'un seuil de violence dans l'affrontement politique.

Une telle mobilisation de la rhétorique germanophobe à des fins de disqualification de l'adversaire n'est certes pas une nouveauté en soi, cependant, c'est son glissement des marges du champ politique vers le centre qui est frappant. Cette stratégie traduit sans doute la position du candidat à la présidentielle, Lech Kaczynski, mal à l'aise sur les questions internationales, ne maîtrisant pas de langues étrangères et accroché à des réflexes souverainistes mal adaptés aux réalités de l'intégration européenne. Cependant, c'est aussi sur la réception de tels discours qu'il convient de s'interroger. La stratégie de Lech Kaczynski a beau avoir été condamnée, celui-ci – ainsi que le PiS dirigé par son frère jumeau, Jaroslaw – avait fini par remporter les élections présidentielle et législatives. En même temps, si la rhétorique patriotique et anticomuniste des deux candidats a eu un retentissement positif, il ne faut pas oublier que c'est surtout leur argumentation sociale qui a contribué à leur succès dans un pays dont le taux de chômage avoisinait les 20%. C'est en construisant la division « Pologne solidaire *versus* Pologne libérale » que les conservateurs ont réussi à rallier les voix qui ont fait la différence, au prix d'une détérioration des relations avec l'Allemagne – elle-même en quête d'un gouvernement stable – et d'un affaiblissement de la crédibilité du gouvernement polonais dans l'arène européenne.

Les relations intergouvernementales avec le voisin allemand restent cependant une donnée trop importante pour qu'un gouvernement polonais, quelle que soit son orientation, puisse les marginaliser. Quant aux échanges au niveau de la société et la multiplication d'initiatives locales, notamment transfrontalières, ceux-ci continuent à se développer avec l'avènement de nouvelles générations moins marquées par le poids du passé.

R É S U M É

Alors que le début des années 1990 a placé les relations germano-polonaises sous le signe de la réconciliation et de la mise en place des bases d'un bon voisinage, cette tendance a semblé s'inverser à partir de la fin des années 1990. Axée sur l'évolution des relations polonaises depuis 1989, cette contribution s'intéresse en particulier aux usages du passé à des fins politiques. Elle propose en outre de replacer les événements analysés dans le contexte des négociations d'adhésion à l'Union européenne.